

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

À Bourges, le 07 NOV. 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

## INSTALLATIONS CLASSÉES

### ETS MENUT

Commune de SAINT GERMAIN DU PUY

### Rapport relatif à la demande de renouvellement de l'agrément « centre VHU »

**Objet :** Installations classées. Dossier de demande de renouvellement de l'agrément « centre VHU ».

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereau cité en référence, madame la préfète du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR 18 00005 D (« centre VHU ») présentée par les établissements J.MENUT sis ZA du Ragnon, rue Balzac sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN DU PUY.  
Le dossier a été complété par courriel le 10 octobre 2014 et le 5 novembre 2014.

### 1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

#### a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
plan de localisation  
plan d'implantation

Copie à : DREAL Centre - SEIR

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, à savoir :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté du 2 mai 2012 et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'enregistrement de l'installation ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels EMAS, ISO 14001, Certirec ou Qualicert ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté du 2 mai 2012 ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect des obligations du demandeur en matière de réutilisation et de recyclage et, de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

## **2. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les établissements MENUT dont le siège social est situé 21 rue Jacques-Cœur sur la commune de SAINT OUEEN (41 100), exploitent des installations de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et des installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage, dans leur établissement situé rue de Balzac sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY.

Ils sont autorisés à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2010.1.0702 du 7 avril 2010, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-DDCSPP-201 du 17 décembre 2013.

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME D'ACTIVITÉ	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	<sup>(1)</sup> 1 415 m <sup>2</sup>	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	25 t	A
2712-1b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>	<sup>(1)</sup> 744 m <sup>2</sup>	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	0,01 t/j	DC

	2. La quantité de déchets traités est inférieure à 10 t/j		
1220	Oxygène (emploi et stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	0,56 t	NC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 6 t	0,078 t	NC
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	35 kg	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m³	0,8 m³	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur ou égal à 100 m³	16 m³	NC
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieure à 1 t	< 1 t	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieur à 100 m³	< 100 m³	NC
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 1 000 m³	33 m³	NC
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m³	99,55 m³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m³	1 m³	NC

A : Autorisation, E (enregistrement), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), NC : non classé

<sup>(1)</sup> : la surface maximale de stockage autorisée pour les rubriques 2712-1b et 2713-1 est de 1 559 m²

Les véhicules hors d'usage sont majoritairement remis par des compagnies d'assurance, des concessionnaires et des particuliers. Les véhicules hors d'usage proviennent du département du Cher et d'autres départements. La quantité annuelle admise maximale est limitée à 800 véhicules hors d'usage.

À ce titre, l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 14 novembre 2008 arrivant à échéance le 13 novembre 2014.

De plus, l'exploitant souhaite augmenter la quantité annuelle maximale admise à 1200 véhicules hors d'usage.

### **3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE DES ÉTABLISSEMENTS J.MENUT DE RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT « CENTRE VHU »**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément des Ets J.MENUT a été reçu en Préfecture le 8 septembre 2014 et a été complété par des informations reçues le 10 octobre 2014 et le 5 novembre 2014.

Celui-ci contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

#### **a) Éléments des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement et engagement de respecter le cahier des charges**

Le dossier comprend une lettre signée de l'exploitant s'engageant à respecter le cahier des charges « centre VHU » détaillé en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

#### **b) Arrêtés préfectoraux pris**

Les références des arrêtés préfectoraux pris au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont mentionnées en première page du dossier.

#### **c) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

L'exploitant a justifié de ses capacités techniques et financières à exploiter son installation conformément aux cahiers des charges défini dans le présent arrêté. Concernant ses capacités techniques, l'exploitant détaille point par point les moyens mis en œuvre pour assurer le respect des quinze points exprimés à l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012. L'exploitant justifie de ses capacités financières par l'apport des chiffres d'affaires et des résultats de la société des années 2004/2005 à 2012/2013.

#### **d) Conformité de l'installation et dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation**

Le dossier comporte la dernière attestation annuelle de conformité VHU établie par ECOPASS, organisme accrédité par les référentiels EMAS et ISO14001, référentiels nommément prévus à l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2012. La visite en question s'est déroulée le 29 juillet 2014.

L'exploitant n'atteint pas les taux définis au point 11° du cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 relatifs au recyclage et à la valorisation des matériaux issus des VHU. Néanmoins, on peut souligner que les véhicules dépollués sont ensuite confiés au broyeur exploité par les établissements MENUT à SAINT PIERRE DES CORPS (37700). Ce site réalise le démontage des pare-chocs, réservoir de carburants, couvercles moteur, couvercles batterie, boîtes de filtre à air, pipe d'aspiration d'air, réservoirs de liquide lave-glace et vase d'expansion, enjoliveurs, garde-boue, plaques de protection de compartiment moteur, pour une masse moyenne de 36,5 kg représentant 4 % de la masse moyenne d'un véhicule. Ces équipements sont ensuite recyclés.

Par ailleurs, les Ets J.MENUT proposent notamment :

- de saisir informatiquement les poids des pièces démontées par nature de produits ;
- de garantir la traçabilité des transferts des pièces démontées vers le broyeur ;
- de trouver des filières de recyclage et de valorisation des plastiques notamment au travers des procédés de tri post broyage pour expédier les petites pièces plastiques ;
- développer les filières post broyage notamment pour les fils électriques, les plastiques, le verre et les pièces composites.

#### **4. DEMANDE D'AUGMENTER LA QUANTITE ANNUELLE MAXIMALE DE VHU ADMISE SUR SITE**

Les Ets J.MENUT souhaitent augmenter la quantité annuelle maximale admise à 1200 véhicules hors d'usage au regard de leur niveau d'activité actuel. L'exploitant précise dans un courriel du 5 novembre 2014 que les moyens disponibles sur le site permettent de gérer les VHU supplémentaires dans les conditions requises : site entièrement imperméabilisé relié à un déboureur-deshuileur, bassin de rétention d'orage ou des eaux d'extinction d'incendie d'un volume de 350 m<sup>3</sup>. L'attestation annuelle de conformité VHU établie par ECOPASS montre que les Ets J.MENUT sont conformes sur les points relatifs aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits. Les éléments sont correctement stockés.

#### **5. PRESCRIPTIONS**

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose :

- le renouvellement de l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant. L'agrément délivré est valable jusqu'au 13 novembre 2020.
- l'augmentation de la quantité annuelle maximale de VHU admise sur site.

#### **6. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Considérant :

- que le dossier de demande d'actualisation de l'agrément « centre VHU » contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges « centre VHU » défini en annexe I de cet arrêté ;
- que l'exploitant a les capacités techniques pour augmenter la quantité annuelle maximale admise sur site à 1200 VHU/an.

l'inspection des installations classées propose à madame la Préfète du Cher de réserver une suite favorable aux demandes présentées par les établissements J. MENUT sis à SAINT GERMAIN DU PUY en modifiant l'arrêté préfectoral n°2010.1.0702 du 7 avril 2010 modifié par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour avis.

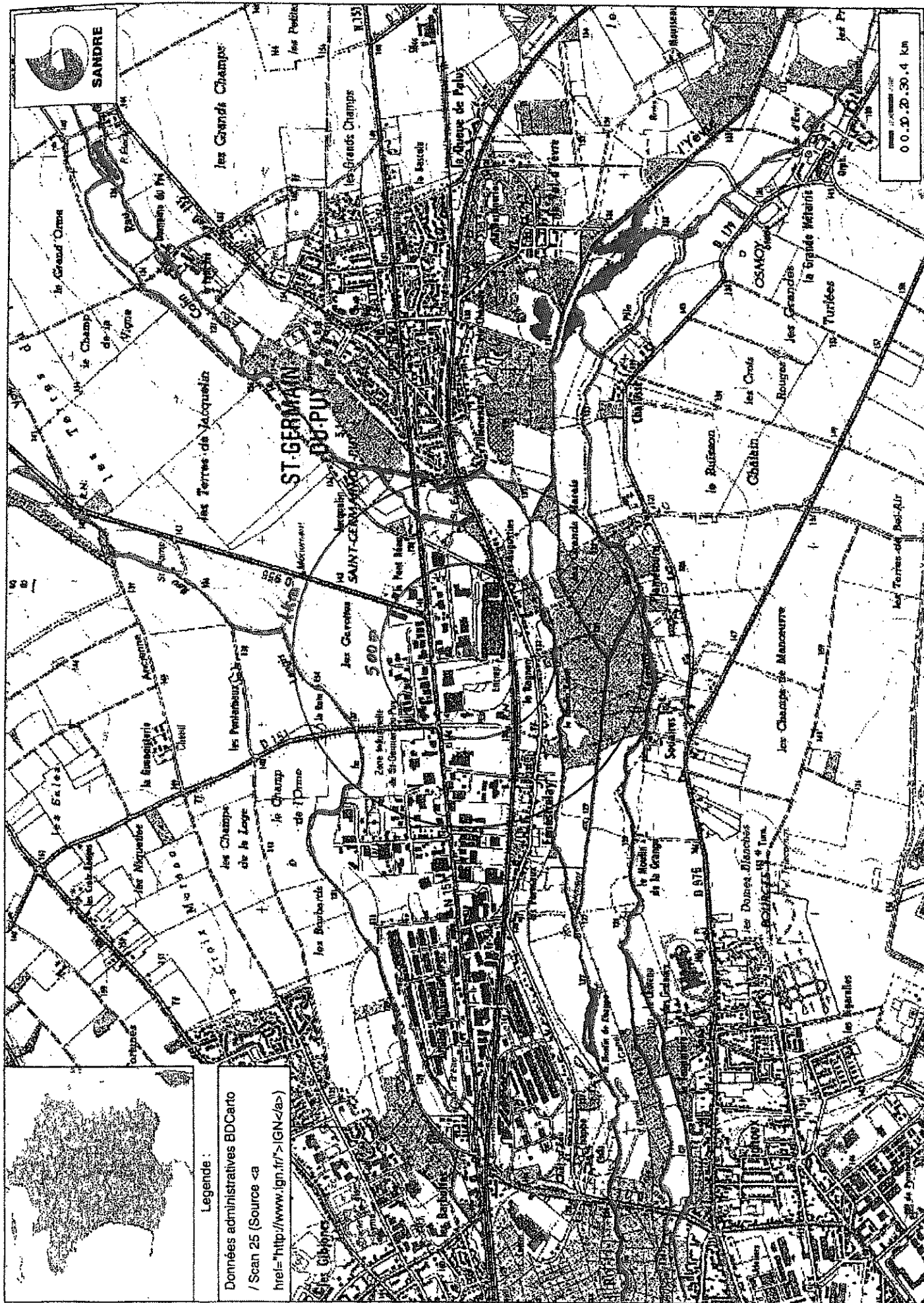
Vu et transmis avec avis conforme,  
à madame la Préfète du Cher,  
Pour le directeur,  
**Le Chef de la première subdivision du Cher,**

**Signé**

**La Technicienne Supérieure Principale  
de l'Économie et l'Industrie,**

**Signé**





[illegible]

## ETS J. MENUT

Publié par: Grosche, J.	Date: 28/03/07
Edi: 1/300	PLATE FORME de
Ver: 01	ST GERMAIN du PUY
Var:	SGP 2007-1800-01
Ind: A	